



RENDU EXECUTOIRE LE

- 8 FEV. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 18/01/2023

Reçu en préfecture le 18/01/2023

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20230118-23\_A\_SE\_0168-AR

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0168**

**du 18 JAN. 2023**

DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX

fixant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 le coût horaire de la participation du Département à l'intervention des services d'aide et d'accompagnement à domicile ayant obtenu une autorisation du Département et intervenant sur un mode prestataire auprès des bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie et de la Prestation de Compensation du Handicap

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L.232-3 à L.232-6 et L.313-1-1 ;

VU la délibération du 16 décembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne relative au budget départemental primitif pour 2023 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Le plan d'aide établi par l'équipe Médico-Sociale Départementale, en application de l'article R.232-7 du Code de l'action sociale et des familles, est valorisé pour l'intervention des services d'aide et d'accompagnement à domicile ayant obtenu une autorisation en application de l'article L 313-1-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles :

- **23 € par heure pour des interventions de semaine et des dimanches et jours fériés.**

**ARTICLE 2 :** L'Allocation Personnalisée d'Autonomie ou la Prestation de Compensation du Handicap est versée directement au service d'aide et d'accompagnement à domicile concerné intervenant sur un mode prestataire, sur présentation d'une facture indiquant précisément la prestation rendue, déduction faite de la participation acquittée par l'utilisateur et calculée sur la base du tarif indiqué à l'article 1 du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Ces dispositions prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**ARTICLE 4 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [lavienn86.fr](http://lavienn86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction du Service à la personne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Poitiers, le **18 JAN 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON